

Image not found or type unknown

L'autre score du week-end : France 0 – Dette : 260 000 000 € !

Description

Pendant que les esprits vibraient pour le foot et que sonnait l'heure des premiers départs en vacances, une machine tournait sans relâche.

Entre le match de samedi soir et notre premier café ce lundi matin, l'État a accumulé 260 millions d'euros de passif supplémentaire.

Le calcul est glacial, en clair nous fonçons dans le mur à 2 124 € la seconde...

(C'est ce que nous coûte la charge d'intérêts de la dette).

LA FRANCE AU BORD DU GOUFFRE BUDGÉTAIRE

L'OCDE, le FMI, la Cour des comptes... Les alertes rouges se multiplient ces derniers jours et les préconisations s'accumulent.

Le constat est brutal : avec une dette publique qui culmine à 117,5 % du PIB au premier trimestre 2026, notre trajectoire financière est tout simplement intenable.

L'objectif d'un déficit ramené à 5 % ? Il est déjà enterré.

Une mise sous tutelle de la France -exactement comme la Grèce en son temps- n'est plus une hypothèse de science-fiction. Nos voisins italiens, espagnols et portugais ont eu le courage de prendre le taureau par les cornes. Et nous, on attend quoi ?

Le choix est désormais binaire : soit nous décidons enfin nous-mêmes où porter l'effort de rupture, soit ce sont les marchés financiers et/ou le FMI qui s'en chargeront à notre place. Et là, ça risque de faire très mal.

L'ironie suprême de la « responsabilité » politique : Amélie de Montchalin, ancienne Ministre du Budget chargée des Comptes publics et aujourd'hui Présidente de la Cour des comptes, qualifie désormais de « catastrophique » le budget 2025... qu'elle a elle-même soutenu et préparé lorsqu'elle était au

gouvernement. C'est presque un cas d'école de l'aveuglement ou du cynisme de nos gouvernants. Un comble !

Et que dire de Bruno Le Maire qui, après sept ans passés à la tête de Bercy, vient aujourd'hui nous expliquer qu'il a tiré la sonnette d'alarme durant des années... en vain. L'exercice de réécriture historique est grandiose.

Pire encore : les chiffres officiels ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Ils masquent la fameuse « dette implicite » (le hors-bilan : assurance maladie, retraites de base et des fonctionnaires non comptabilisées). Ce passif caché double virtuellement notre niveau d'endettement réel. Résultat ? Notre ardoise réelle nous place dans un seuil de vulnérabilité extrême face à des créanciers qui, majoritairement, sont étrangers.

Mais ce décrochage n'est pas une fatalité. Notre économie a un potentiel important qui ne demande qu'à être libéré. Des solutions de bon sens existent pour restaurer notre souveraineté et redonner du pouvoir d'achat.

PISTES – IDÉES EN 10 POINTS :

1. Transparence absolue. Il faut évaluer et contrôler rigoureusement l'utilité de chaque euro public dépensé. Fini la reconduction/augmentation automatique des budgets d'une année sur l'autre sans justification de leur efficacité.
2. Le choc fiscal inversé. À 45,6 % de prélèvements obligatoires, le pays étouffe. Baisser massivement les impôts directs, à l'instar de l'Allemagne, pour redonner de l'air aux ménages, et sabrer les impôts de production pour que nos entreprises puissent enfin lutter à armes égales face à la concurrence mondiale. Comme le disait Arthur Laffer : trop d'impôt tue l'impôt. Or, les Français ont désormais atteint un seuil de douleur maximal, doublé d'un ras-le-bol historique.
3. Une règle d'or dans la Constitution. Interdire par la loi le vote de budgets en déséquilibre. L'État vit à crédit depuis 1975. L'emprunt doit financer l'avenir (écoles, hôpitaux, infrastructures), jamais le fonctionnement courant.
4. La diète pour le haut du panier. Commencer par réduire drastiquement le train de vie de l'État, des ministères, des agences publiques, de l'Assemblée nationale et du Sénat. L'exemple doit venir d'en haut.
5. Alléger la machine administrative. Réduire les structures bureaucratiques pour revenir progressivement aux effectifs globaux de 2010 (soit environ 300 000 postes de moins). Attention, on parle ici uniquement des fonctions administratives et des doublons, sans toucher aux personnels de terrain essentiels comme les hôpitaux, la police ou la justice. Le gain ? Plus de 10 milliards d'euros par an.
6. Stop à l'enfer normatif. Ce délire réglementaire nous coûte 3 à 4 % du PIB. La solution passe par un guichet unique numérique et l'utilisation de l'IA pour purger toutes les normes redondantes.
7. Nettoyer le millefeuille territorial. Supprimer l'échelon administratif des départements pour fusionner leurs compétences de proximité avec les grandes intercommunalités. Objectif : supprimer les doublons

de gestion pour dégager 4,1 milliards d'euros d'ici 2030.

8. Tolérance zéro contre les fraudes. Automatiser massivement les contrôles par le croisement des données (data). Quiconque est condamné pour une fraude délibérée -fiscale ou sociale- doit être exclu définitivement des aides publiques.

9. Introduire la retraite par capitalisation. Face aux déficits abyssaux qui nous attendent (30 milliards en 2045 selon le COR), il est temps de créer un deuxième pilier par capitalisation. Cet argent frais servira en plus à financer la croissance de nos fleurons industriels, notamment dans la tech et le quantique.

10. Fin du monopole financier des syndicats. Il faut rompre définitivement avec les subventions publiques aux structures politisées. Qu'elles vivent des cotisations de leurs seuls adhérents. C'est le seul moyen de garantir leur indépendance.

LA BOÎTE À IDÉES COLLABORATIVE

Pour s'attaquer au cœur structurel des dépenses et relancer la machine, une autre mesure doit être débattue sans tabou :

– Le passage progressif de l'âge légal de la retraite à 65 ans. C'est la ligne défendue par tous les pays pour aligner notre durée de travail sur la moyenne européenne et rééquilibrer le ratio actifs/inactifs.

– La boussole de l'équité : Évidemment, cette mesure doit intégrer des clauses strictes d'exclusion pour les carrières longues et les métiers à pénibilité avérée.

L'ANALYSE CRITIQUE : LE PARI DU CERCLE VERTUEUX

Ceux qui se rassurent en regardant le Japon (dette à 255 % du PIB) commettent une erreur d'analyse parce que leur dette est détenue majoritairement par les Japonais eux-mêmes. La nôtre dépend du bon vouloir du reste du monde. Réduire la dépense publique est notre seule porte de sortie.

La mécanique proposée ici est celle d'un cercle vertueux : moins de taxes, plus d'investissements dans le tissu productif, plus d'emplois, plus de pouvoir d'achat et de consommation. C'est un mécanisme où l'offre et la demande se complètent, un choc de confiance autofinancé sans un euro de dépense publique supplémentaire.

Il y a deux angles morts à surveiller de près :

Le risque de fuite par l'importation : Si ce surcroît de pouvoir d'achat part dans des produits fabriqués à l'autre bout du monde, on finance la relance de nos voisins. Nos entreprises -plus compétitives avec ces réformes- doivent être prêtes à absorber cette demande en produisant français.

Le décalage dans le temps : L'État perd ses recettes fiscales immédiatement, alors que la réaction du tissu économique prend des mois. C'est une zone de turbulences transitoires inévitable. Mais un plan de rupture aussi lisible et sérieux sera le meilleur signal pour convaincre et rassurer nos créanciers de nous laisser le temps nécessaire.

Voir loin, c'est voir juste. L'heure n'est plus aux petits ajustements à la marge, mais à une refondation

totale.

Stop à l'hémorragie des dépenses partiellement compensées par des hausses sans fin de taxes et d'impôts en tout genre !

Soit nous reprenons le contrôle d'une trajectoire que le FMI lui-même juge critique (comprendre hors de contrôle), soit les marchés financiers et l'institution internationale le feront pour nous.

Le compteur tourne à 2 124 € la seconde et, à ce stade, aucun candidat putatif à la présidentielle n'a le courage d'aborder sérieusement ces questions essentielles et de poser des propositions claires sur la table.

La France aura-t-elle enfin le courage de cette rupture pragmatique, ou le déni va-t-il l'emporter jusqu'au crash ?

Marc Merger

Categorie

1. Économie

date créée

8 juillet 2026